NACON
Société anonyme au capital de 111.156.083 euros
Siège social : 396/466, rue de la Voyette – CRT2 – 59273 Fretin
852 538 461 R.C.S. Lille Métropole

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées, a été convoquée le 24 novembre 2026 à 11 heures au siège social de la Société : 396/466, rue de la Voyette – CRT 2 – 59273 Fretin, afin d'approuver le projet de plan de redressement de la Société (le « **Plan de Redressement** »). Le Plan de Redressement peut être consulté sur le site internet de la Société (https://corporate.nacongaming.com/restructuration-financiere/).

L'approbation du plan de redressement de la Société (le « **Plan de Redressement** ») par la classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées, emporterait approbation par la classe des détenteurs de capital de l'ensemble des résolutions incluses dans le présent rapport, portant délégation de pouvoirs au Conseil d'administration de la Société aux fins de réaliser les augmentations de capital et diverses opérations sur le capital de la Société décrites et mises en œuvre dans le cadre du Plan de Redressement.

En cas (i) de non-approbation du Plan de Redressement par la classe des détenteurs de capital de la Société à la majorité des deux tiers des voix détenues par les membres ayant exprimé un vote et (ii) d'application forcée interclasses à l'égard de la classe des détenteurs de capital de la Société conformément à l'article L. 626-32 du Code de commerce, le jugement d'adoption du Plan de Redressement du Tribunal de commerce de Lille Métropole auquel il serait demandé d'annexer au jugement l'intégralité des résolutions, vaudra approbation des modifications de la participation au capital de la Société et/ou des droits des Actionnaires Existants et/ou des statuts prévues par le Plan de Redressement et emportera délégation de pouvoirs au Conseil d'administration de la Société pour mettre en œuvre les augmentations de capital et opérations sur le capital correspondantes dans les conditions décrites dans chacune des résolutions et relatives à :

1. *Réduction du capital social motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions — Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de mettre en œuvre la Réduction de Capital ;*

2. *Délégation de pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour réaliser une augmentation de capital en numéraire par émission d'actions ordinaires nouvelles de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;*

3. *Délégation de pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour réaliser une augmentation de capital en numéraire par émission d'actions ordinaires nouvelles de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des Créanciers Convertis ou, le cas échéant, de leur(s) affilié(s) respectif(s), ceux-ci constituant une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées, et, le cas échéant, droit de priorité des Actionnaires Existants ;*

4. *Délégation de pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour réaliser une augmentation de capital en numéraire par émission d'actions ordinaires nouvelles de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des Garants ou, le cas échéant, de leur(s) affilié(s) respectif(s), ceux-ci constituant une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées, et, le cas échéant, droit de priorité des Actionnaires Existants ;*

5. *Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre de la Société au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la Société et de ses entités liées ;*

6. *Regroupement des actions de la Société par attribution de 1 action nouvelle de 1 euro de valeur nominale pour 10.000 actions anciennes de 0,0001 euro de valeur nominale — Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de réaliser l'opération de regroupement ;*

Le cas échéant, un mandataire de justice pourrait également être désigné par le Tribunal de commerce de Lille Métropole afin de passer les actes nécessaires à la réalisation des modifications de la participation au capital ou des droits des Actionnaires Existants ou des statuts, conformément à l'article L. 626-32 du Code de commerce.

Règles de traitement des arrondis et des rompus : le nombre exact d'Actions Nouvelles à émettre dans le cadre de chacune des augmentations de capital visées dans le présent rapport et la taille de chacune des émissions concernées ne pourront être ajustés par la Société que (i) conformément aux stipulations du Plan de Redressement dans l'hypothèse où un tel ajustement est prévu ou (ii) afin de prendre en compte (a) les problématiques d'arrondis, notamment s'agissant des droits préférentiels de souscription et des droits de priorité des Actionnaires Existants, le cas échéant, ainsi que (b) les problématiques de rompus et (c) d'autres problématiques d'ordre technique, le cas échéant. Aucun rompu ne pourra être attribué aux bénéficiaires des différentes augmentations de capital. Par conséquent, le nombre d'Actions Nouvelles attribué à chaque bénéficiaire sera arrondi au chiffre entier inférieur le plus proche et le solde des créances formant rompus, le cas échéant, fera l'objet d'un abandon définitif et irrévocable de la part des bénéficiaires concernés.

Le présent rapport a notamment pour objet d'exposer les motifs des résolutions incluses en Annexe 9 du Plan de Redressement. Il ne prétend par conséquent pas à l'exhaustivité ; aussi est-il indispensable que les actionnaires de la Société procèdent à une lecture attentive du texte des projets de résolutions avant d'exercer leur droit de vote.

À moins qu'il n'en soit disposé autrement dans le présent rapport, les termes définis auront le sens qui leur est attribué dans le Plan de Redressement.

« Accord de Lock-Up »	a le sens qui lui est attribué dans le présent rapport ;
« **Actionnaires Existants** »	désigne les actionnaires détenant des actions de la Société à la date du Jugement d'Ouverture, ainsi que leurs cessionnaires successifs qui seraient inscrits en compte au plus tard à la Date de Référence ;
« Actions Anciennes »	a le sens qui lui est attribué dans le présent rapport ;
« Actions Nouvelles »	a le sens qui lui est attribué dans le présent rapport ;
« Augmentation de Capital n°1 – DPS »	a le sens qui lui est attribué dans le présent rapport ;
« Augmentation de Capital n°2 – Conversion »	a le sens qui lui est attribué dans le présent rapport ;
« Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie »	a le sens qui lui est attribué dans le présent rapport ;

« Conditions Suspensives »	désigne les conditions suspensives à la réalisation des opérations prévues par le Plan de Redressement, telles que décrites à l'article 2 de la Partie IV du Plan de Redressement ;
« Commission de Garantie »	désigne la commission de garantie due aux Garants, égale à cinq pour cent (5 %) du montant garanti par les Garants dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS, telle que prévue dans l'Accord de Lock-Up et dans le Plan de Redressement ;
« **Créances Intragroupe** »	désigne les créances détenues par les sociétés Bigben Interactive et Bigben Logistics à l'égard de la Société, dans le cadre de créances intragroupe, telles que visées dans le Plan de Redressement ;
« Créances Converties »	désigne, pour chaque Créancier Converti, la fraction des Créances Intragroupe détenue par ce Créancier Converti qui fait l'objet d'une conversion en actions ordinaires nouvelles de la Société dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion, conformément aux modalités prévues par le Plan de Redressement ;
« **Créanciers Convertis** »	désigne les titulaires de Créances Intragroupe dont les créances font l'objet d'une conversion partielle en actions ordinaires nouvelles conformément au Plan de Redressement ;
« Garants »	désigne les personnes ayant pris envers la Société un engagement ferme de souscription et/ou de garantie de souscription de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS, pour un montant cumulé maximum de 25.000.000 euros, comprenant : (i) les Actionnaires Existants de la Société ayant pris un engagement ferme de souscription à l'Augmentation de Capital n°1 – DPS, par exercice de leurs droits préférentiels de souscription à titre irréductible et, le cas échéant, par présentation d'ordres de souscription à titre réductible (les « **Garants Actionnaires** ») ; et (ii) les personnes ayant pris un engagement de garantie de souscription portant sur les actions ordinaires nouvelles qui demeureraient non souscrites à l'issue de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS (les « **Garants Backstop** »). Il est précisé qu'une même personne peut relever de l'une et l'autre de ces sous-catégories, sans que le montant de son engagement puisse être pris en compte plus d'une fois pour la détermination du montant total des engagements des Garants.
« Groupe »	désigne la Société et l'ensemble de ses filiales ;
« **Date de Référence** »	désigne la journée comptable à l'issue de laquelle les personnes enregistrées comptablement se verront attribuer des droits préférentiels de souscription pour souscrire à l'Augmentation de Capital n°1 – DPS (soit la journée comptable précédant la date à laquelle ces droits préférentiels de souscription seront détachés des actions de la Société) ;

« Date de Restructuration Effective »	désigne la date de règlement-livraison de la dernière des augmentations de capital prévues dans le présent rapport ;
« Jugement d'Ouverture »	désigne le jugement du Tribunal de commerce de Lille Métropole du 2 mars 2026 ayant ouvert la procédure de redressement judiciaire au bénéfice de la Société ;
« **MIP** »	a le sens qui lui est attribué dans le présent rapport ;
« Nombre d'Actions Eligibles au Droit de Priorité de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion »	a le sens qui lui est attribué dans le présent rapport ;
« Nombre d'Actions Eligibles au Droit de Priorité de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie »	a le sens qui lui est attribué dans le présent rapport ;
« Plan de Redressement »	a le sens qui lui est attribué au préambule du présent rapport ;
« Ratio de Priorité de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion »	a le sens qui lui est attribué dans le présent rapport ;
« Ratio de Priorité de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie »	a le sens qui lui est attribué dans le présent rapport ;
« Réduction de Capital »	a le sens qui lui est attribué dans le présent rapport.

I. MARCHE DES AFFAIRES SOCIALES

La marche des affaires et la situation financière de la Société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2026 ainsi que la marche des affaires sociales depuis le début de l'exercice en cours sont synthétisées en **Annexe 1** et sont reprises en détail dans le document d'enregistrement universel 2025-2026 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 16 octobre 2026 sous le numéro D.26-0630 disponible sur le site internet de la Société (https://corporate.nacongaming.com/espace-investisseurs/information-financiere-new/).

II. CONTEXTE GENERAL

1. Négociations avec les parties prenantes

1.1. Procédure de redressement judiciaire

Depuis sa création en 2019, la Société a conduit une stratégie de croissance financée par des emprunts bancaires moyen terme, portant l'endettement bancaire consolidé à 125,7 millions d'euros au 31 mars 2025. Au début de l'année 2026, Bigben Interactive, actionnaire majoritaire de la Société, a été confrontée à des difficultés dans la renégociation de son propre endettement, un emprunt obligataire émis par Bigben Interactive arrivant à échéance le 19 février 2026 sans que le crédit syndiqué devant le refinancer n'ait été mis à disposition.

Bigben Interactive s'est donc trouvée en état de cessation des paiements à compter du 19 février 2026, ce qui a privé la Société de la possibilité d'obtenir auprès de ses propres partenaires bancaires les financements qui avaient été négociés et qui étaient nécessaires à son activité et à celle de ses filiales, ces derniers ayant préféré attendre la confirmation du refinancement au niveau de Bigben Interactive pour octroyer de nouveaux crédits moyen terme à la Société.

La Société s'est donc trouvée dans l'impossibilité de faire face à son passif exigible avec son actif disponible et a sollicité l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.

Par jugement en date du 2 mars 2026, le Tribunal de commerce de Lille Métropole a fait droit à la demande d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire au bénéfice de la Société. Dans ce cadre, le tribunal a désigné la SELARL FHBX, prise en la personne de Maître Hélène BOURBOULOUX, et la SELARL BMA ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES, prise en la personne de Maître Laurent MIQUEL, en qualité d'administrateurs judiciaires (les « **Administrateurs Judiciaires** »), ainsi que la SELARL MJ SOLUTIO, prise en la personne de Maître Marie BEUN, et la SELAS M.J.S. PARTNERS, représentée par Maître Nicolas SOINNE, en qualité de mandataires judiciaires (les « **Mandataires Judiciaires** »).

Par jugement en date du 29 avril 2026, le Tribunal de commerce de Lille Métropole a maintenu la période d'observation jusqu'au 2 septembre 2026, puis, par jugement du 1er juillet 2026, a renouvelé la période d'observation jusqu'au 2 mars 2027 afin de permettre l'élaboration d'un plan de redressement.

Dans le cadre de cette période d'observation, la direction de la Société, avec le concours des Administrateurs Judiciaires, a engagé des travaux visant à élaborer un plan de redressement viable, portant notamment sur la restructuration du passif bancaire de la Société, la définition des conditions d'un investissement en *« New Money »* avec le soutien de Bigben Interactive dans le cadre de son propre plan de sauvegarde accélérée, et un plan d'affaires fondé sur le recentrage de l'activité gaming.

1.2. Accord de Lock-Up conclu par Bigben Interactive

À l'issue des négociations menées dans le cadre de la restructuration financière de Bigben Interactive, cette dernière et ses principaux créanciers financiers sont convenus des termes et conditions de ladite restructuration, formalisés dans un accord de lock-up en date du 21 août 2026 (l'« **Accord de Lock-Up** ») entre Bigben Interactive et ses principaux créanciers bancaires, en vue de soutenir l'adoption d'un plan de sauvegarde accélérée de Bigben Interactive. La Société n'est pas partie à l'Accord de Lock-Up en tant que tel, mais elle est concernée via les Prêteurs Nacon, parties à l'Accord de Lock-Up au titre de leurs créances sur la Société.

Les termes et conditions de l'Accord de Lock-Up prévoient notamment l'engagement pour les principaux créanciers bancaires de la Société de soutenir un plan de redressement de celle-ci répondant à certains paramètres relatifs aux options de remboursement de leurs créances, et prévoyant un investissement *« New Money »* de Bigben Interactive au capital de la Société.

1.3. Déroulement de la période d'observation

La Procédure de Redressement Judiciaire concerne l'ensemble du passif de la Société déclaré et admis dans le cadre de la procédure, conformément au Plan de Redressement.

Cette procédure a notamment pour objectif de permettre la mise en œuvre de la restructuration financière de la Société, conformément au Plan de Redressement et à l'Accord de Lock-Up.

2. Description du Plan de Redressement

Le Plan de Redressement reprend les termes de la restructuration agréée dans l'Accord de Lock-Up. Il a été élaboré par la Société avec le concours des Administrateurs Judiciaires, avec pour objectif d'assurer la pérennité de la Société dans le cadre de sa restructuration financière.

Les points-clés de la restructuration financière de la Société sont les suivants :

(i) Conversion en capital de l'intégralité des Créances Converties détenues par Bigben Interactive et Bigben Logistics (19 529 228,42 euros en principal), dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion.

(ii) Apport de fonds propres en numéraire, dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS, pour un montant maximum (prime d'émission incluse) de 32.000.000,00 euros, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.
- L'Augmentation de Capital n°1 – DPS est garantie par les Garants à concurrence de 25 M€.
- La commission de garantie versée aux Garants est fixée à 5 % de la portion garantie, soit un montant maximum de 1.250.000 euros (la « **Commission de Garantie** »), libellée en actions nouvelles émises dans le cadre d'une augmentation de capital dédiée (l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie) ;

(iii) Émission par la Société, au profit des Garants, d'un nombre maximum de 1.388.888.888 actions ordinaires nouvelles au titre du paiement de la Commission de Garantie, à un prix d'émission de 0,0009 euro par action nouvelle, soit 0,0001 euro de valeur nominale (compte tenu de la Réduction de Capital) et 0,0008 euro de prime d'émission par action nouvelle, représentant un montant total maximum (prime d'émission incluse) de 1.250.000 euros, dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie.

(iv) Mise en place d'un plan d'intéressement du management par voie d'attribution gratuite d'actions ordinaires de la Société au profit des dirigeants mandataires sociaux et/ou des salariés de la Société et de ses filiales, dans la limite de 10 % du capital social de la Société sur une base pleinement diluée à l'issue de la réalisation de l'ensemble des opérations prévues par le Plan de Redressement.
- Le Plan de Redressement prévoit à cet effet une autorisation au Conseil d'administration de la Société aux fins de procéder à cette attribution, conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce.
- Les conditions d'acquisition (notamment les conditions de performance et de présence) et le calendrier de mise en œuvre du management incentive plan (« **MIP** ») seront déterminés par le Conseil d'administration.

Dans l'hypothèse où le Plan de Redressement ne serait pas approuvé par une ou plusieurs des classes de parties affectées, il pourra, en application de l'article L. 626-32 du Code de commerce, être arrêté par le Tribunal de commerce de Lille Métropole sur demande de la Société ou des Administrateurs Judiciaires avec l'accord de la Société et être imposé à la ou aux classe(s) de parties affectées n'ayant pas voté favorablement, sous réserve du respect des conditions prévues par les dispositions du Code de commerce.

Il est par ailleurs rappelé que la mise en œuvre des Augmentations de Capital envisagées dans le cadre du plan de restructuration financière entraînera une dilution massive pour les Actionnaires Existants. Sur la base des paramètres financiers communiqués précédemment par la Société et de la valorisation des capitaux propres de la Société retenue par les parties dans le cadre de la négociation de ces opérations, ces Augmentations de Capital se feraient à des prix d'émission significativement inférieurs au cours de bourse actuel de l'action Nacon.

Compte tenu de la dilution significative résultant des opérations envisagées, le Conseil d'administration a décidé, le 21 septembre 2026, de nommer le cabinet Sorgem en tant qu'expert indépendant, sur une base volontaire en application de l'article 261-3 du règlement général AMF, aux fins de se prononcer sur la restructuration financière. L'expert indépendant a ainsi évalué les conditions financières de la restructuration financière pour les actionnaires et a délivré un rapport contenant une attestation d'équité.

La conclusion de ce rapport est la suivante : « *Dans ces conditions, nous sommes d'avis que les conditions financières du Plan de restructuration envisagé sont équitables pour les actionnaires actuels de Nacon* ».

III. MOTIFS DES RESOLUTIONS

1. Réduction du capital social motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions — Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de mettre en œuvre la Réduction de Capital

1.1. Exposé des motifs

Les comptes sociaux de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2026, tels qu'arrêtés par le Conseil d'administration le 14 octobre 2026, laissent apparaître une perte nette de (339.710.541,38) euros. Cette perte permet une réduction du capital social afin d'apurer les pertes constatées et, par voie de conséquence, la réalisation des opérations de restructuration financière prévues par le Plan de Redressement.

En effet, les prix de souscription des actions nouvelles à émettre dans le cadre des augmentations de capital objets des 2ème, 3ème et 4ème résolutions visées dans le présent rapport sont inférieurs à la valeur nominale actuelle des actions de la Société, fixée à 1 euro.

Conformément à la loi, le prix d'émission d'actions nouvelles lors de ce type d'augmentation de capital ne peut être inférieur à la valeur nominale des actions émises. Dès lors, il est nécessaire de réduire préalablement la valeur nominale des actions de la Société, par voie de réduction de capital motivée par les pertes, afin de permettre la réalisation desdites augmentations de capital à un prix de souscription inférieur à la valeur nominale actuelle.

C'est dans ces conditions qu'il est proposé à la classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées, de décider le principe d'une réduction du capital social motivée par les pertes, d'un montant maximal de 111.144.967,39 euros, par voie de diminution de la valeur nominale de chaque action qui sera ramenée de 1 euro à 0,0001 euro, et de déléguer au Conseil d'administration tous pouvoirs aux fins de mettre en œuvre cette réduction de capital, laquelle constitue un préalable nécessaire et indissociable à la réalisation des augmentations de capital prévues par le Plan de Redressement.

1.2. Résolution proposée

La classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées aux fins d'approuver le Plan de Redressement conformément aux dispositions des articles L. 626-29 et suivants du Code de commerce, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires d'actionnaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur les projets de résolutions et du rapport des commissaires aux comptes, dans les conditions prévues aux articles L. 225-204 et suivants du Code de commerce :

constate que les comptes sociaux de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2026, tels qu'arrêtés par le Conseil d'administration le 14 octobre 2026 (non encore approuvés par l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société) laissent apparaître une perte nette de (339.710.541,38)euros ;

décide le principe d'une réduction du capital social motivée par des pertes ressortant des comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2026, tels qu'arrêtés par le Conseil d'administration le 14 octobre 2026 et faisant apparaître une perte nette de (339.710.541,38) euros, sous réserve de l'approbation desdits comptes et de l'affectation du résultat par l'assemblée générale appelée à statuer sur l'exercice clos le 31 mars 2026, d'un montant maximal de 111.144.967,39 euros (soit 0,9999 euro par action), en application des dispositions de l'article L. 225-204 du Code de commerce, par voie de diminution de la valeur nominale de chaque action composant le capital social qui sera ramenée de 1 euro (son montant actuel) à 0,0001 euro (la « **Réduction de Capital** ») ;

décide que la Réduction de Capital sera réalisée sous condition d'adoption de la décision du Conseil d'administration d'émettre les actions nouvelles dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS, objet de la 2ème résolution ci-après ;

décide que la Réduction de Capital sera réalisée par affectation du montant de la Réduction de Capital à un compte de réserve spéciale indisponible qui sera intitulé « *Réserve spéciale indisponible provenant de la Réduction de Capital* », étant précisé que les sommes figurant sur ce compte de réserve spéciale resteront indisponibles et ne pourront être utilisées à d'autres fins que l'apurement des pertes de l'exercice clos le 31 mars 2026 qu'à compter de, et sous réserve de, l'approbation des comptes de la Société au titre dudit exercice et de l'affectation du résultat y afférent par l'assemblée générale des actionnaires de la Société ;

décide que la délégation de pouvoirs conférée au Conseil d'administration au titre de la présente résolution est consentie pour une durée de douze (12) mois à compter de la présente réunion des détenteurs de capital de la Société en classe de parties affectées sous réserve de la réalisation des Conditions Suspensives applicables, le cas échéant, à la mise en œuvre de la présente résolution ;

donne tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de :

(i) arrêter le montant définitif de la Réduction de Capital sur la base du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration ;

(ii) affecter le montant résultant de la Réduction de Capital sur un compte de réserve spéciale qui sera intitulé « *Réserve spéciale indisponible provenant de la Réduction de Capital* » ;

(iii) constater la réalisation de la Réduction de Capital, le nouveau capital social de la Société en résultant, ainsi que le montant du compte « Réserve spéciale indisponible provenant de la Réduction de Capital » ;

(iv) modifier les statuts de la Société en conséquence ;

(v) procéder aux formalités de publicité et de dépôt relatives à la réalisation de la Réduction de Capital et à la modification corrélative des statuts ;

(vi) déterminer, conformément à la loi, l'impact, le cas échéant, de la Réduction de Capital sur les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital et de droits à attribution d'actions ;

(vii) et, plus généralement, faire le nécessaire, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à la réalisation de la Réduction de Capital, en ce compris la modification corrélative des statuts de la Société.

Il est précisé qu'en cas de non-approbation du Plan de Redressement par la classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées, et d'application forcée interclasses à l'égard de la classe des détenteurs de capital de la Société conformément à l'article L. 626-32 du Code de commerce, le jugement d'adoption du Plan de Redressement du Tribunal de commerce de Lille Métropole emportera délégation de pouvoirs au Conseil d'administration pour réaliser la Réduction de Capital, conformément aux termes de la présente résolution.

2. Délégation de pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour réaliser une augmentation de capital en numéraire par émission d'actions ordinaires nouvelles de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires

2.1. Exposé des motifs

Dans le cadre de la restructuration financière de la Société, et conformément aux termes du Plan de Redressement et de l'Accord de Lock-Up, il est prévu de procéder à un apport de fonds propres nouveaux en numéraire, afin de renforcer la structure financière de la Société et d'assurer sa pérennité.

Il est ainsi proposé à la classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées, de déléguer au Conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de réaliser une augmentation de capital en numéraire, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'un montant nominal total maximum de 3.555.555,56 euros, correspondant à l'émission d'un nombre maximum de 35.555.555.555 actions ordinaires nouvelles de 0,0001 euro de valeur nominale chacune (compte tenu de la Réduction de Capital), représentant une augmentation de capital d'un montant total maximum, prime d'émission incluse, de 32.000.000,00 euros, au prix de souscription de 0,0009 euro par action nouvelle.

Le maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires permet à chaque actionnaire de participer, à son choix, à cet apport de fonds propres nouveaux proportionnellement à sa participation actuelle au capital de la Société. Afin de garantir la réalisation de cette augmentation de capital, les Garants se sont engagés à garantir sa souscription à concurrence d'un montant de 25.000.000 euros, en contrepartie du versement de la Commission de Garantie faisant l'objet de la 4ème résolution visée dans le présent rapport.

Cette augmentation de capital constitue le socle du renforcement des fonds propres de la Société prévu par le Plan de Redressement et conditionne, en particulier, le calcul des droits de priorité institués au profit des Actionnaires Existants dans le cadre des augmentations de capital réservées objets des 3ème et 4ème résolutions incluses dans le présent rapport.

2.2. Résolution proposée

La classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées aux fins d'approuver le Plan de Redressement conformément aux dispositions des articles L. 626-29 et suivants du Code de commerce, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires d'actionnaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur les projets de résolutions et du rapport de l'expert indépendant, et après avoir constaté que le capital social est intégralement libéré, et dans les conditions prévues aux articles L. 225-129 à L. 225-129-5, L. 22-10-49, L. 225-132, L. 225-133 et L. 225-134 du Code de commerce, sous réserve de (i) l'accomplissement des Conditions Suspensives applicables, le cas échéant, à la mise en œuvre de la présente résolution, ou le cas échéant, la renonciation (si cela est permis par le Plan de Redressement) à certaines d'entre elles et (ii) la mise en œuvre de la Réduction de Capital :

délègue ses pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et les règlements, pour augmenter le capital social de la Société conformément au Plan de Redressement, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il appréciera, par l'émission d'actions ordinaires nouvelles avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (l'« **Augmentation de Capital n°1 – DPS** »), dans les conditions de la présente résolution ;

décide que le montant nominal total d'augmentation de capital de la Société (prime d'émission non incluse) réalisée en vertu de la présente résolution ne pourra être supérieur à 3.555.555,56 euros, correspondant à l'émission d'un nombre maximum de 35.555.555.555 actions ordinaires nouvelles de 0,0001 euro de valeur nominale chacune (compte tenu de la Réduction de Capital), étant précisé qu'à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou des bénéficiaires d'attribution gratuite d'actions ;

décide que le prix de souscription des actions nouvelles émises en vertu de la présente résolution sera égal à 0,0009 euro par action nouvelle, correspondant à 0,0001 euro de valeur nominale (compte tenu de la Réduction de Capital) et 0,0008 euro de prime d'émission, représentant une augmentation de capital d'un montant total maximum (prime d'émission incluse) de 32.000.000,00 euros ;

décide que la souscription des actions nouvelles devra être intégralement libérée au jour de leur souscription en numéraire par versement d'espèces exclusivement ;

décide que les actions nouvelles émises dans le cadre de la présente résolution porteront jouissance courante à compter de leur émission et seront complètement assimilées aux actions existantes et soumises à toutes les stipulations des statuts et aux décisions de l'assemblée générale et de la classe des détenteurs de capital de la Société (qu'elles soient antérieures ou postérieures à la date des présentes) à compter de cette date ;

décide que les actionnaires auront, proportionnellement au nombre d'actions existantes qu'ils détiennent, un droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles émises en vertu de la présente résolution, étant précisé (i) que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-210 du Code de commerce, il ne sera pas tenu compte des actions autodétenues par la Société pour la détermination des droits préférentiels de souscription attachés aux autres actions, et (ii) qu'il sera institué un droit de souscription à titre réductible aux actions nouvelles émises, qui s'exercera proportionnellement à leurs droits de souscription et dans la limite de leurs demandes ;

décide que, si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS, et dans les conditions prévues par l'article L. 225-134 du Code de commerce, le Conseil d'administration pourra utiliser dans l'ordre qu'il détermine les facultés prévues ci-après ou certaines d'entre elles, à savoir : (i) limiter l'émission au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois quarts de l'émission décidée, et/ou (ii) offrir les titres non souscrits au public sur le marché français et/ou international et/ou à l'étranger et/ou répartir librement totalement ou partiellement les actions nouvelles non souscrites et conformément au Plan de Redressement, entre les Garants (ou, le cas échéant, leurs affiliés respectifs) dans la limite d'un montant de 25.000.000 euros, dans le cadre de leur engagement de souscrire en espèces à titre de garantie à l'Augmentation de Capital n°1 – DPS ;

décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les règlements, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus, à l'effet, sans que cela soit limitatif, de :

(i) constater l'accomplissement des Conditions Suspensives applicables, le cas échéant, à la mise en œuvre de la présente résolution, ou le cas échéant, la renonciation (si cela est permis par le Plan de Redressement) à certaines d'entre elles ;

(ii) réaliser l'Augmentation de Capital n°1 – DPS et constater l'émission des actions ordinaires nouvelles dans le cadre de ladite Augmentation de Capital n°1 – DPS ;

(iii) arrêter, dans les limites susvisées, le montant total de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS ainsi que le nombre maximum d'actions ordinaires nouvelles à émettre ;

(iv) déterminer l'ensemble des autres modalités de l'émission des actions nouvelles ;

(v) déterminer les modalités selon lesquelles, aux fins de pouvoir tenir compte du nombre d'actions éventuellement souscrites à titre irréductible dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS par les actionnaires inscrits en compte à la Date de Référence et déterminer le nombre total d'actions sur la base duquel le droit de priorité au titre de chacune des augmentations de capital faisant l'objet des 3ème et 4ème résolutions incluses dans le présent rapport pourra être exercé, les actionnaires souhaitant participer à l'Augmentation de Capital n°1 – DPS devront détenir leurs actions au nominatif pur, ce qui implique, pour les actionnaires détenant leurs actions au porteur, de les convertir au nominatif pur préalablement à la Date de Référence ;

(vi) déterminer les dates d'ouverture et de clôture de la ou des période(s) de souscription des actions ordinaires nouvelles ;

(vii) déterminer le nombre de droits préférentiels de souscription qui seront alloués aux actionnaires de la Société ;

(viii) recueillir des actionnaires de la Société la souscription aux actions ordinaires nouvelles, laquelle devra être libérée en numéraire par versement(s) en espèces exclusivement ;

(ix) déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou des bénéficiaires d'attribution(s) gratuite(s) d'actions ;

(x) le cas échéant, répartir dans les conditions prévues dans la présente résolution les actions nouvelles non souscrites et limiter le montant dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS, en application de l'article L. 225-134 du Code de commerce ;

(xi) clore, le cas échéant par anticipation, la ou les période(s) de souscription ou prolonger la durée de toute période de souscription ;

(xii) constater la libération de l'intégralité des actions ordinaires nouvelles émises et, en conséquence, la réalisation définitive de l'augmentation de capital en résultant et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;

(xiii) le cas échéant, prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital en conformité avec les dispositions légales, réglementaires ou contractuelles
applicables ;

(xiv) le cas échéant, à sa seule initiative, imputer les frais de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS sur le montant des primes qui y sont afférentes et, s'il le juge opportun, prélever les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;

(xv) faire procéder à l'admission aux négociations des actions ordinaires nouvelles sur le marché règlementé d'Euronext à Paris ;

(xvi) plus généralement, procéder à toutes constatations, communications, actes confirmatifs ou supplétifs, à toutes formalités et déclarations, en ce compris auprès des autorités compétentes, conclure tous accords et requérir toutes autorisations qui s'avéreraient utiles ou nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de l'émission des actions ordinaires nouvelles émises ;

(xvii) faire tout ce qui sera nécessaire ou utile à la réalisation de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS, à l'émission et à l'admission aux négociations des actions ordinaires nouvelles émises en vertu de la présente délégation ; et

(xviii) procéder aux formalités de publicité et de dépôt corrélatives à la réalisation de l'augmentation de capital résultant de l'émission des actions ordinaires nouvelles et à la modification corrélative des statuts de la Société, le cas échéant.

décide que le plafond d'augmentation de capital fixé ou visé par la présente résolution est indépendant des plafonds visés dans les autres résolutions incluses dans le présent rapport ;

décide que la délégation de pouvoirs conférée au Conseil d'administration au titre de la présente résolution est consentie pour une durée de douze (12) mois à compter de la présente réunion des détenteurs de capital de la Société en classe de parties affectées sous réserve de l'accomplissement des Conditions Suspensives applicables, le cas échéant, à la mise en œuvre de la présente résolution, ou le cas échéant, la renonciation (si cela est permis par le Plan de Redressement) à certaines d'entre elles ;

prend acte de ce que le Conseil d'administration rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, dans les conditions prévues par la loi et la réglementation, de l'utilisation faite de l'autorisation conférée en vertu de la présente résolution.

Il est précisé qu'en cas de non-approbation du Plan de Redressement par la classe des détenteurs de capital de la Société et d'application forcée interclasses à l'égard de la classe des détenteurs de capital de la Société conformément à l'article L. 626-32 du Code de commerce, le jugement d'adoption du Plan de Redressement du Tribunal de commerce de Lille Métropole vaudra approbation des modifications du capital visées à la présente résolution sous les conditions prévues par le Plan de Redressement et emportera délégation de pouvoirs au Conseil d'administration pour réaliser l'Augmentation de Capital n°1 – DPS conformément aux termes de la présente résolution.

3. Délégation de pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour réaliser une augmentation de capital en numéraire par émission d'actions ordinaires nouvelles de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des Créanciers Convertis ou, le cas échéant, de leur(s) affilié(s) respectif(s), ceux-ci constituant une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées, et, le cas échéant, droit de priorité des Actionnaires Existants

3.1. Exposé des motifs

Conformément au Plan de Redressement, la restructuration financière de la Société prévoit la conversion en capital de l'intégralité des Créances Converties détenues par Bigben Interactive et Bigben Logistics au titre des Créances Intragroupe, dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion. Cette conversion permet d'alléger significativement l'endettement de la Société à l'égard de Bigben Interactive et Bigben Logistics et de restaurer ses fonds propres, dans la mesure où elle transforme en capital la fraction des Créances Intragroupe faisant l'objet d'une conversion au titre du Plan de Redressement.

Il est ainsi proposé à la classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées, de déléguer au Conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de réaliser une augmentation de capital en numéraire, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des Créanciers Convertis (ou, le cas échéant, de leurs affiliés respectifs), d'un montant nominal total maximum de 1.084.957,13 euros, correspondant à l'émission d'un nombre maximum de 10.849.571.344 actions ordinaires nouvelles de 0,0001 euro de valeur nominale chacune (compte tenu de la Réduction de Capital), représentant une augmentation de capital d'un montant total maximum, prime d'émission incluse, de 19.529.228,42 euros, au prix de souscription de 0,0018 euro par action nouvelle, étant précisé que ce prix de souscription résulte des négociations intervenues entre la Société et ses principaux créanciers dans le cadre de l'élaboration du Plan de Redressement, et a été arrêté d'un commun accord entre les parties.

La suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des Créanciers Convertis est justifiée par le fait que la souscription à cette augmentation de capital sera libérée par voie de compensation avec les Créances Converties, ces derniers constituant une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées au sens de l'article L. 225-138 du Code de commerce.

Conformément à l'article L. 22-10-51 du Code de commerce, un droit de priorité sera néanmoins institué au profit des Actionnaires Existants dans l'hypothèse d'une application forcée interclasses, afin de leur permettre de participer, à titre irréductible, à cette augmentation de capital.

3.2. Résolution proposée

La classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées aux fins d'approuver le Plan de Redressement conformément aux dispositions des articles L. 626-29 et suivants du Code de commerce, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires d'actionnaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur les projets de résolutions, du rapport spécial des commissaires aux comptes et du rapport de l'expert indépendant, et après avoir constaté que le capital social est intégralement libéré, et dans les conditions prévues aux articles L. 225-129 à L. 225-129-5, L. 22-10-49, L. 225-135, L. 22-10-51 et L. 225-138 du Code de commerce, sous réserve (i) de l'accomplissement des Conditions Suspensives applicables, le cas échéant, à la mise en œuvre de la présente résolution, ou le cas échéant, la renonciation (si cela est permis par le Plan de Redressement) à certaines d'entre elles, (ii) de la mise en œuvre de la Réduction de Capital et (iii) du règlement-livraison des actions nouvelles au titre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS :

délègue son pouvoir au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et les règlements, pour augmenter le capital social de la Société conformément au Plan de Redressement, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il appréciera, par l'émission d'actions ordinaires nouvelles, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (l'« **Augmentation de Capital n°2 – Conversion** ») dans les conditions de la présente résolution ;

décide que le montant nominal total d'augmentation de capital de la Société (prime d'émission non incluse) réalisée en vertu de la présente résolution ne pourra être supérieur à 1.084.957,13 euros, correspondant à l'émission d'un nombre maximum de 10.849.571.344 actions ordinaires nouvelles de 0,0001 euro de valeur nominale chacune (compte tenu de la Réduction de Capital) ;

décide que le prix de souscription des actions nouvelles émises en vertu de la présente résolution sera égal à 0,0018 euro par action nouvelle, correspondant à 0,0001 euro de valeur nominale (compte tenu de la Réduction de Capital) et 0,0017 euro de prime d'émission, représentant une augmentation de capital d'un montant total maximum (prime d'émission incluse) de 19.529.228,42 euros ;

décide que les actions ordinaires nouvelles émises dans le cadre de la présente résolution porteront jouissance courante à compter de leur émission et seront complètement assimilées aux actions existantes et soumises à toutes les stipulations des statuts et aux décisions des actionnaires (qu'elles soient antérieures ou postérieures à la date des présentes) à compter de cette date ;

décide que la souscription des actions nouvelles devra être intégralement libérée au jour de leur souscription par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société (à l'exception, le cas échéant, de la souscription par les Actionnaires Existants dans le cadre du droit de priorité visé ci-après, laquelle devra être libérée en numéraire par versement d'espèces exclusivement) correspondant aux Créances Converties dans les conditions du Plan de Redressement arrêté par le Tribunal de commerce de Lille Métropole ;

décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions nouvelles et de réserver la souscription de l'intégralité des actions ordinaires nouvelles à émettre en application de la présente résolution au profit exclusif des Créanciers Convertis (ou, le cas échéant, de l'un ou plusieurs de leurs affiliés respectifs) au prorata de leur détention respective dans les Créances Converties, étant précisé (i) que lesdits Créanciers Convertis (ainsi que leurs affiliés respectifs) constituent une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées au sens de l'article L. 225-138 du Code de commerce et (ii) qu'ils libèreront chacun leur souscription par compensation avec le montant des créances certaines, liquides et exigibles qu'ils détiennent sur la Société au titre des Créances Converties dans les conditions prévues par le Plan de Redressement ;

décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les règlements, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus, à l'effet, sans que cela soit limitatif de :

(i) constater l'accomplissement des Conditions Suspensives applicables, le cas échéant, à la mise en œuvre de la présente résolution, ou le cas échéant, la renonciation (si cela est permis par le Plan de Redressement) à certaines d'entre elles ;

(ii) réaliser l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion et constater l'émission des actions ordinaires nouvelles dans le cadre de ladite Augmentation de Capital n°2 – Conversion ;

(iii) déterminer le montant des Créances Converties ;

(iv) arrêter, dans les limites susvisées, le montant total de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion, ainsi que le nombre maximum d'actions ordinaires nouvelles à émettre ;

(v) arrêter la liste des bénéficiaires au sein de la catégorie définie ci-avant et le nombre définitif d'actions ordinaires à souscrire par chacun d'eux dans la limite du nombre maximum d'actions déterminé comme indiqué ci-avant ;

(vi) procéder à l'arrêté des créances conformément à l'article R. 225-134 du Code de commerce (avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les règlements) ;

(vii) obtenir des commissaires aux comptes un rapport certifiant exact l'arrêté des créances établi par le Conseil d'administration (avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les règlements) conformément à l'article R. 225-134 du Code de commerce ;

(viii) obtenir des commissaires aux comptes un certificat constatant la libération des actions ordinaires par compensation de créances certaines, liquides et exigibles sur la Société qui tiendra lieu de certificat du dépositaire conformément à l'article L. 225-146 alinéa 2 du Code de commerce ;

(ix) déterminer l'ensemble des autres modalités de l'émission des actions nouvelles ;

(x) déterminer les modalités selon lesquelles, aux fins de pouvoir tenir compte du nombre d'actions éventuellement souscrites dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion par les actionnaires inscrits en compte à la Date de Référence, et déterminer le nombre d'actions sur la base duquel le droit de priorité pourra être exercé, les actionnaires souhaitant participer à l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion devront détenir leurs actions au nominatif pur, ce qui implique, pour les actionnaires détenant leurs actions au porteur, de les convertir au nominatif pur préalablement à la Date de Référence ;

(xi) déterminer les dates d'ouverture et de clôture de la période de souscription ;

(xii) recueillir auprès des bénéficiaires définitifs la souscription aux actions ordinaires nouvelles et constater ces souscriptions, lesquelles devront être libérées par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société exclusivement (à l'exception, le cas échéant, de la souscription par les Actionnaires Existants dans le cadre du droit de priorité visé ci-après, laquelle devra être libérée en numéraire par versement d'espèces exclusivement) ;

(xiii) clore, le cas échéant par anticipation, la période de souscription ou prolonger sa durée ;

(xiv) constater la libération de l'intégralité des actions ordinaires nouvelles émises et, en conséquence, la réalisation définitive de l'augmentation de capital en résultant et procéder aux modifications corrélatives des statuts et constater, le cas échéant, la Date de Restructuration Effective ;

(xv) conclure toute convention en vue de la réalisation de l'émission prévue à la présente résolution ;

(xvi) le cas échéant, prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital en conformité avec les dispositions légales, réglementaires ou contractuelles
applicables ;

(xvii) le cas échéant, à sa seule initiative, imputer les frais de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion sur le montant des primes qui y sont afférentes et, s'il le juge opportun, prélever les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;

(xviii) faire procéder à l'admission aux négociations des actions ordinaires nouvelles sur le marché règlementé d'Euronext à Paris ;

(xix) plus généralement, procéder à toutes constatations, communications, actes confirmatifs ou supplétifs, à toutes formalités et déclarations, en ce compris auprès des autorités compétentes, conclure tous accords et requérir toutes autorisations qui s'avéreraient utiles ou nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de l'émission des actions ordinaires nouvelles émises ;

(xx) faire tout ce qui sera nécessaire ou utile à la réalisation de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion prévue à la présente résolution, à l'émission et à l'admission aux négociations des actions ordinaires nouvelles émises en vertu de la présente délégation ;

(xxi) procéder aux formalités de publicité et de dépôt corrélatives à la réalisation de l'augmentation de capital résultant de l'émission des actions ordinaires nouvelles et à la modification corrélative des statuts de la Société, le cas échéant.

décide que le plafond d'augmentation de capital fixé ou visé par la présente résolution est indépendant des plafonds visés dans les autres résolutions incluses dans le présent rapport ;

prend acte de ce que le Conseil d'administration rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, dans les conditions prévues par la loi et la réglementation, de l'utilisation faite de l'autorisation conférée en vertu de la présente résolution ;

décide que la délégation de pouvoirs conférée au Conseil d'administration au titre de la présente résolution est consentie pour une durée de douze (12) mois à compter de la présente réunion de la classe des détenteurs de capital de la Société en classe de parties affectées sous réserve de l'accomplissement des Conditions Suspensives applicables, le cas échéant, à la mise en œuvre de la présente résolution, ou le cas échéant, la renonciation (si cela est permis par le Plan de Redressement) à certaines d'entre elles.

Il est précisé qu'en cas de non-approbation du Plan de Redressement par la classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées, et d'application forcée interclasses à l'égard de la classe des détenteurs de capital de la Société conformément à l'article L. 626-32 du Code de commerce, le jugement d'adoption du Plan de Redressement du Tribunal de commerce de Lille Métropole vaudra approbation des modifications du capital visées à la présente résolution sous les conditions prévues par le Plan de Redressement et emportera délégation de pouvoirs au Conseil d'administration pour l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion conformément aux termes de la présente résolution, sous réserve de ce qui suit :

a. le Conseil d'administration devra instituer au profit des Actionnaires Existants, dans les conditions de l'article L. 22-10-51 du Code de commerce et conformément aux dispositions de l'article L. 626-32 I 5° c) du Code de commerce, un droit de priorité pour souscrire les actions nouvelles émises conformément à la présente résolution, pendant un délai d'au moins 3 jours ouvrés et selon les termes que le Conseil d'administration fixera, dans les limites de ce qui suit ;

b. ce droit de priorité institué au profit des Actionnaires Existants conformément à ce qui précède ne donnera pas lieu à la création de droits négociables ;

c. chaque Actionnaire Existant aura droit, pendant le délai susvisé, d'exercer son droit de priorité à titre irréductible uniquement concernant les actions nouvelles émises conformément à la présente résolution à hauteur d'un ratio maximum déterminé comme suit (le « **Ratio de Priorité de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion** ») : Ratio de Priorité de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion = [Nombre d'Actions Eligibles au Droit de Priorité de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion / (Nombre total d'actions composant le capital social de la Société à l'issue de la réalisation de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS et avant le lancement de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion)]. Où « **Nombre d'Actions Eligibles au Droit de Priorité de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion** » signifie, pour chaque Actionnaire Existant, le nombre d'actions de la Société détenues à la Date de Référence, en y ajoutant, le cas échéant et sous réserve des conditions liées à la détention des actions au nominatif pur et à la conservation des actions au nominatif pur jusqu'au règlement-livraison de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion, les actions qu'il a souscrites dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS (uniquement par l'exercice à titre irréductible des droits préférentiels de souscription détachés des actions qu'il détenait à la Date de Référence) ;

   Il est précisé, en tant que de besoin, que ne seront pas prises en compte dans le Nombre d'Actions Eligibles au Droit de Priorité de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion les actions de la Société qui seraient souscrites par tout Actionnaire Existant au-delà de la quote-part du capital social qu'il détient préalablement à la mise en œuvre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS ;

d. si, pour chaque Actionnaire Existant, l'application du Ratio de Priorité de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion aboutit à un nombre d'actions autre qu'un nombre entier, alors le nombre maximum d'actions auquel cet Actionnaire Existant pourra souscrire sera arrondi au nombre entier inférieur ;

e. les actions souscrites dans le cadre de ce droit de priorité le seront aux mêmes conditions de prix que ce qui est prévu dans la présente résolution, étant précisé que tout Actionnaire Existant ne pourra souscrire qu'un nombre d'actions correspondant au paiement d'un prix de souscription entier (au centime) ;

f. le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour déterminer les modalités et conditions selon lesquelles les Actionnaires Existants pourront bénéficier de ce droit de priorité, étant précisé que ce droit de priorité ne pourra être exercé par les Actionnaires Existants de la Société qu'à titre irréductible uniquement ;

g. le Conseil d'administration réduira le cas échéant le montant des souscriptions des bénéficiaires de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion (au prorata du montant de leurs Créances Converties) à hauteur d'un montant égal à la différence entre (i) le montant total de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion et (ii) le montant des souscriptions à l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion effectuées le cas échéant par les actionnaires exerçant leur droit de priorité selon les modalités décrites aux paragraphes (a) à (f) ci-dessus.

4. Délégation de pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour réaliser une augmentation de capital en numéraire par émission d'actions ordinaires nouvelles de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des Garants ou, le cas échéant, de leur(s) affilié(s) respectif(s), ceux-ci constituant une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées et, le cas échéant, droit de priorité des Actionnaires Existants

4.1. Exposé des motifs

Conformément au Plan de Redressement et à l'Accord de Lock-Up, les Garants se sont engagés à garantir la souscription de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS à concurrence d'un montant de 25.000.000 euros. En contrepartie de cet engagement, une commission de garantie est due aux Garants, égale à cinq pour cent (5 %) du montant garanti, soit un montant maximum de 1.250.000 euros (la « **Commission de Garantie** »).

Conformément aux termes de l'Accord de Lock-Up et du Plan de Redressement, cette Commission de Garantie sera libellée en actions ordinaires nouvelles de la Société, émises dans le cadre d'une augmentation de capital dédiée réservée aux Garants.

Il est ainsi proposé à la classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées, de déléguer au Conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de réaliser une augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des Garants (ou, le cas échéant, de leurs affiliés respectifs), d'un montant nominal total maximum de 138.888,89 euros, correspondant à l'émission d'un nombre maximum de 1.388.888.888 actions ordinaires nouvelles de 0,0001 euro de valeur nominale chacune (compte tenu de la Réduction de Capital), représentant une augmentation de capital d'un montant total maximum, prime d'émission incluse, de 1.250.000 euros, au prix de souscription de 0,0009 euro par action nouvelle, étant précisé que ce prix de souscription résulte des négociations intervenues entre la Société et ses principaux créanciers financiers sous l'égide du conciliateur dans le cadre de la procédure de conciliation, et a été arrêté d'un commun accord entre les parties.

La suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des Garants est justifiée par le fait que la souscription à cette augmentation de capital sera libérée par voie de compensation avec la créance détenue par chaque Garant au titre de la Commission de Garantie,

les Garants constituant une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées au sens de l'article L.225-138 du Code de commerce.

Conformément à l'article L. 22-10-51 du Code de commerce, un droit de priorité sera néanmoins institué au profit des Actionnaires Existants dans l'hypothèse d'une application forcée interclasses, afin de leur permettre de participer, à titre irréductible, à cette augmentation de capital.

4.2. Résolution proposée

La classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées aux fins d'approuver le Plan de Redressement conformément aux dispositions des articles L. 626-29 et suivants du Code de commerce, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires d'actionnaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur les projets de résolutions, du rapport spécial des commissaires aux comptes et du rapport de l'expert indépendant, et après avoir constaté que le capital social est intégralement libéré, et dans les conditions prévues aux articles L. 225-129 à L. 225-129-5, L. 22-10-49, L. 225-135, L. 22-10-51 et L. 225-138 du Code de commerce, sous réserve (i) de l'accomplissement des Conditions Suspensives applicables, le cas échéant, à la mise en œuvre de la présente résolution, ou le cas échéant, la renonciation (si cela est permis par le Plan de Redressement) à certaines d'entre elles, (ii) de la mise en œuvre de la Réduction de Capital et (iii) du règlement-livraison des actions nouvelles au titre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS :

délègue ses pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et les règlements, pour augmenter le capital social de la Société conformément au Plan de Redressement, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il appréciera, par l'émission d'actions ordinaires nouvelles, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (l'« **Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie** ») dans les conditions de la présente résolution ;

décide que le montant nominal total d'augmentation de capital de la Société (prime d'émission non incluse) réalisée en vertu de la présente résolution ne pourra être supérieur à 138.888,89 euros, correspondant à l'émission d'un nombre maximum de 1.388.888.888 actions ordinaires nouvelles de 0,0001 euro de valeur nominale chacune (compte tenu de la Réduction de Capital) ;

décide que le prix de souscription des actions nouvelles émises en vertu de la présente résolution sera égal à 0,0009 euro par action nouvelle, correspondant à 0,0001 euro de valeur nominale (compte tenu de la Réduction de Capital) et 0,0008 euro de prime d'émission, représentant une augmentation de capital d'un montant total maximum (prime d'émission incluse) de 1.250.000 euros, correspondant à la Commission de Garantie due aux Garants conformément à l'Accord de Lock-Up, soit cinq pour cent (5 %) du montant garanti par les Garants dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS ;

décide que les actions ordinaires nouvelles émises dans le cadre de la présente résolution porteront jouissance courante à compter de leur émission et seront complètement assimilées aux actions existantes et soumises à toutes les stipulations des statuts et aux décisions des actionnaires (qu'elles soient antérieures ou postérieures à la date des présentes) à compter de cette date ;

décide que la souscription des actions nouvelles devra être intégralement libérée au jour de leur souscription par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société (à l'exception, le cas échéant, de la souscription par les Actionnaires Existants dans le cadre du droit de priorité visé ci-après, laquelle devra être libérée en numéraire par versement d'espèces exclusivement) correspondant à la Commission de Garantie due aux Garants dans les conditions du Plan de Redressement arrêté par le Tribunal de commerce de Lille Métropole ;

décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions nouvelles et de réserver la souscription de l'intégralité des actions ordinaires nouvelles à émettre en application de la présente résolution au profit exclusif des Garants (ou, le cas échéant, de l'un ou plusieurs de

leurs affiliés respectifs) au prorata de leur participation respective dans la garantie de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS, étant précisé (i) que lesdits Garants (ainsi que leurs affiliés respectifs) constituent une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées au sens de l'article L. 225-138 du Code de commerce et (ii) qu'ils libèreront chacun leur souscription par compensation avec le montant des créances certaines, liquides et exigibles qu'ils détiennent sur la Société au titre de la Commission de Garantie dans les conditions prévues par le Plan de Redressement ;

décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les règlements, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus, à l'effet, sans que cela soit limitatif, de :

(i) constater l'accomplissement des Conditions Suspensives applicables, le cas échéant, à la mise en œuvre de la présente résolution, ou le cas échéant, la renonciation (si cela est permis par le Plan de Redressement) à certaines d'entre elles ;

(ii) réaliser l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie et constater l'émission des actions ordinaires nouvelles dans le cadre de ladite Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie ;

(iii) déterminer le montant de la Commission de Garantie due aux Garants ;

(iv) arrêter, dans les limites susvisées, le montant total de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie, ainsi que le nombre maximum d'actions ordinaires nouvelles à émettre ;

(v) arrêter la liste des bénéficiaires au sein de la catégorie définie ci-avant, et le nombre définitif d'actions ordinaires à souscrire par chacun d'eux dans la limite du nombre maximum d'actions déterminé comme indiqué ci-avant ;

(vi) procéder à l'arrêté des créances conformément à l'article R. 225-134 du Code de commerce (avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les règlements) ;

(vii) obtenir des commissaires aux comptes un rapport certifiant exact l'arrêté des créances établi par le Conseil d'administration (avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les règlements) conformément à l'article R. 225-134 du Code de commerce ;

(viii) obtenir des commissaires aux comptes un certificat constatant la libération des actions ordinaires par compensation de créances certaines, liquides et exigibles sur la Société qui tiendra lieu de certificat du dépositaire conformément à l'article L. 225-146 alinéa 2 du Code de commerce ;

(ix) déterminer l'ensemble des autres modalités de l'émission des actions nouvelles ;

(x) déterminer les modalités selon lesquelles, aux fins de pouvoir tenir compte du nombre d'actions éventuellement souscrites dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie par les actionnaires inscrits en compte à la Date de Référence, et déterminer le nombre d'actions sur la base duquel le droit de priorité pourra être exercé, les actionnaires souhaitant participer à l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie devront détenir leurs actions au nominatif pur, ce qui implique, pour les actionnaires détenant leurs actions au porteur, de les convertir au nominatif pur préalablement à la Date de Référence ;

(xi) déterminer les dates d'ouverture et de clôture de la période de souscription ;

(xii) recueillir auprès des bénéficiaires définitifs la souscription aux actions ordinaires nouvelles et constater ces souscriptions, lesquelles devront être libérées par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société exclusivement (à l'exception, le cas échéant, de la souscription par les Actionnaires Existants dans le cadre du droit de priorité visé ci-après, laquelle devra être libérée en numéraire par versement d'espèces exclusivement) ;

(xiii) clore, le cas échéant par anticipation, la période de souscription ou prolonger sa durée ;

(xiv) constater la libération de l'intégralité des actions ordinaires nouvelles émises et, en conséquence, la réalisation définitive de l'augmentation de capital en résultant et procéder aux modifications corrélatives des statuts et constater, le cas échéant, la Date de Restructuration Effective ;

(xv) conclure toute convention en vue de la réalisation de l'émission prévue à la présente résolution ;

(xvi) le cas échéant, prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital en conformité avec les dispositions légales, réglementaires ou contractuelles
applicables ;

(xvii) le cas échéant, à sa seule initiative, imputer les frais de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie sur le montant des primes qui y sont afférentes et, s'il le juge opportun, prélever les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;

(xviii) faire procéder à l'admission aux négociations des actions ordinaires nouvelles sur le marché règlementé d'Euronext à Paris ;

(xix) plus généralement, procéder à toutes constatations, communications, actes confirmatifs ou supplétifs, à toutes formalités et déclarations, en ce compris auprès des autorités compétentes, conclure tous accords et requérir toutes autorisations qui s'avéreraient utiles ou nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de l'émission des actions ordinaires nouvelles émises ;

(xx) faire tout ce qui sera nécessaire ou utile à la réalisation de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie prévue à la présente résolution, à l'émission et à l'admission aux négociations des actions ordinaires nouvelles émises en vertu de la présente délégation ;

(xxi) procéder aux formalités de publicité et de dépôt corrélatives à la réalisation de l'augmentation de capital résultant de l'émission des actions ordinaires nouvelles et à la modification corrélative des statuts de la Société, le cas échéant.

décide que le plafond d'augmentation de capital fixé ou visé par la présente résolution est indépendant des plafonds visés dans les autres résolutions incluses dans le présent rapport ;

prend acte de ce que le Conseil d'administration rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, dans les conditions prévues par la loi et la réglementation, de l'utilisation faite de l'autorisation conférée en vertu de la présente résolution ;

décide que la délégation de pouvoirs conférée au Conseil d'administration au titre de la présente résolution est consentie pour une durée de douze (12) mois à compter de la présente réunion de la classe des détenteurs de capital de la Société en classe de parties affectées sous réserve de l'accomplissement des Conditions Suspensives applicables, le cas échéant, à la mise en œuvre de la présente résolution, ou le cas échéant, la renonciation (si cela est permis par le Plan de Redressement) à certaines d'entre elles.

Il est précisé qu'en cas de non-approbation du Plan de Redressement par la classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées, et d'application forcée interclasses à l'égard de la classe des détenteurs de capital de la Société conformément à l'article L. 626-32 du Code de commerce, le jugement d'adoption du Plan de Redressement du Tribunal de commerce de Lille Métropole vaudra approbation des modifications du capital visées à la présente résolution sous les conditions prévues par le Plan de Redressement et emportera délégation de pouvoirs au Conseil d'administration pour l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie conformément aux termes de la présente résolution, sous réserve de ce qui suit :

a. le Conseil d'administration devra instituer au profit des Actionnaires Existants, dans les conditions de l'article L. 22-10-51 du Code de commerce et conformément aux dispositions de l'article L. 626-32 I 5° c) du Code de commerce, un droit de priorité pour souscrire les actions nouvelles émises conformément à la présente résolution, pendant un délai d'au moins 3 jours ouvrés et selon les termes que le Conseil d'administration fixera, dans les limites de ce qui suit ;

b. ce droit de priorité institué au profit des Actionnaires Existants conformément à ce qui précède ne donnera pas lieu à la création de droits négociables ;

c. chaque Actionnaire Existant aura droit, pendant le délai susvisé, d'exercer son droit de priorité à titre irréductible uniquement concernant les actions nouvelles émises conformément à la présente résolution à hauteur d'un ratio maximum déterminé comme suit (le « **Ratio de Priorité de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie** ») : Ratio de Priorité de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie = [Nombre d'Actions Éligibles au Droit de Priorité de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie / (Nombre total d'actions composant le capital social de la Société à l'issue de la réalisation de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS, de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion et avant le lancement de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie)]. Où « **Nombre d'Actions Eligibles au Droit de Priorité de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie** » signifie, pour chaque Actionnaire Existant, le nombre d'actions de la Société détenues à la Date de Référence, en y ajoutant, le cas échéant et sous réserve des conditions liées à la détention des actions au nominatif pur et à la conservation des actions au nominatif pur jusqu'au règlement-livraison de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie, les actions qu'il a souscrites dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS (uniquement par l'exercice à titre irréductible des droits préférentiels de souscription détachés des actions qu'il détenait à la Date de Référence) et dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion (au titre, le cas échéant, des nouvelles actions qu'il a souscrites dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion dans le délai de priorité, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-51 du Code de commerce) ;

   Il est précisé, en tant que de besoin, que ne seront pas prises en compte dans le Nombre d'Actions Éligibles au Droit de Priorité de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie les actions de la Société qui seraient souscrites par tout Actionnaire Existant au-delà de la quote-part du capital social qu'il détient préalablement à la mise en œuvre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS et de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion ;

d. si, pour chaque Actionnaire Existant, l'application du Ratio de Priorité de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie aboutit à un nombre d'actions autre qu'un nombre entier, alors le nombre maximum d'actions auquel cet Actionnaire Existant pourra souscrire sera arrondi au nombre entier inférieur ;

e. les actions souscrites dans le cadre de ce droit de priorité le seront aux mêmes conditions de prix que ce qui est prévu dans la présente résolution, étant précisé que tout Actionnaire Existant ne pourra souscrire qu'un nombre d'actions correspondant au paiement d'un prix de souscription entier (au centime) ;

f. le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour déterminer les modalités et conditions selon lesquelles les Actionnaires Existants pourront bénéficier de ce droit de priorité, étant précisé que ce droit de priorité ne pourra être exercé par les Actionnaires Existants de la Société qu'à titre irréductible uniquement ;

g. le Conseil d'administration réduira le cas échéant le montant des souscriptions des bénéficiaires de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie (au prorata du montant de la Commission de Garantie due à chaque Garant) à hauteur d'un montant égal à la différence entre (i) le montant total de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie et (ii) le montant des souscriptions à l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie effectuées le cas échéant par les actionnaires exerçant leur droit de priorité selon les modalités décrites aux paragraphes (a) à (f) ci-dessus.

5. Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre de la Société au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la Société et de ses entités liées

5.1. Exposé des motifs

Conformément au Plan de Redressement, il est prévu la mise en place d'un plan d'intéressement du management par voie d'attribution gratuite d'actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société, au profit des dirigeants mandataires sociaux et/ou des salariés de la Société et de ses entités liées.

Cette mesure vise à associer les équipes dirigeantes et salariées à la création de valeur résultant de la restructuration financière de la Société et à renforcer leur motivation dans la mise en œuvre du plan d'affaires sur la période à venir.

Il est ainsi proposé à la classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées, d'autoriser le Conseil d'administration à procéder à une ou plusieurs attributions gratuites d'actions, dans la limite de dix (10) % du capital social de la Société apprécié sur une base pleinement diluée à l'issue de la réalisation de l'ensemble des opérations prévues par le Plan de Redressement, conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce.

Les conditions d'acquisition (notamment les conditions de performance et de présence) et le calendrier de mise en œuvre du MIP seront déterminés par le Conseil d'administration.

5.2. Résolution proposée

La classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées aux fins d'approuver le Plan de Redressement conformément aux dispositions des articles L. 626-29 et suivants du Code de commerce, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires d'actionnaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur les projets de résolutions, du rapport spécial des commissaires aux comptes et du rapport de l'expert indépendant, et après avoir constaté que le capital social est intégralement libéré, et dans les conditions prévues aux articles L. 225-197-1 et suivants et L. 22-10-59 et suivants du Code de commerce, sous réserve (i) de l'accomplissement des Conditions Suspensives applicables, le cas échéant, à la mise en œuvre de la présente résolution, ou le cas échéant, la renonciation (si cela est permis par le Plan de Redressement) à certaines d'entre elles et (ii) de la mise en œuvre de la Réduction de Capital :

autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions ordinaires nouvelles à émettre ou d'actions existantes de la Société (à l'exclusion d'actions de préférence), au profit des membres du personnel salarié et mandataires sociaux visés à l'article L. 22-10-59 du Code de commerce, de la Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés, dans les conditions de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, ou à certaines catégories d'entre eux ;

décide que le Conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions, le nombre d'actions attribuées ainsi que les conditions et les critères d'attribution des actions, étant précisé que l'acquisition définitive des actions pourra être soumise à certaines conditions qui seront définies par le Conseil d'administration à la date d'attribution, dans les conditions, notamment de performance, prévues par le Plan de Redressement ;

décide que le nombre total d'actions attribuées gratuitement en vertu de cette autorisation ne pourra excéder dix (10) % du capital social de la Société, à la date d'utilisation par le Conseil d'administration de la présente délégation, et en tout état de cause apprécié à l'issue de la réalisation de l'ensemble des opérations sur le capital prévues par le Plan de Redressement, et aux termes des présentes résolutions, sur une base entièrement diluée, étant précisé que ce plafond est autonome et distinct de tout plafond global autorisé par ailleurs ;

autorise, en tant que de besoin, le Conseil d'administration à augmenter le capital social par incorporation de bénéfices, réserves ou primes d'émission à due concurrence ;

décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera déterminée par le Conseil d'administration, étant entendu que cette durée ne pourra être inférieure à une durée minimale qui ne pourra être inférieure à celle prévue par les lois et règlements ;

décide que dans l'hypothèse de l'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans les deuxième et troisième catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale, les actions lui seront attribuées définitivement avant le terme de la période d'acquisition restant à courir ;

constate que la présente autorisation emporte de plein droit au profit des bénéficiaires renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seraient émises en vertu de la présente résolution ;

décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de délégation dans les limites légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation, et notamment à l'effet de :

(i) fixer, le cas échéant, les modalités et conditions des attributions qui seraient réalisées en vertu de la présente autorisation ;

(ii) fixer la durée de la période d'acquisition et, le cas échéant, de la période de conservation dans les conditions fixées ci-dessus ;

(iii) procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions attribuées gratuitement liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société de manière à préserver les droits des bénéficiaires. Il est précisé que les actions éventuelles qui seraient attribuées en application de ces ajustements seront réputées attribuées le même jour que les actions initialement attribuées ;

(iv) fixer en cas d'attribution d'actions à émettre le montant et la nature des réserves, bénéfices ou primes à incorporer au capital, et constituer la réserve indisponible par prélèvement sur les postes ainsi déterminés ;

(v) prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution ;

(vi) arrêter la date de jouissance, même rétroactive, des actions nouvelles provenant des attributions gratuites d'actions ;

(vii) constater, le cas échéant, la réalisation des augmentations de capital, modifier corrélativement les statuts, procéder à toutes formalités de publicité requises, accomplir toutes les formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis

en vertu de la présente résolution et d'une manière générale faire tout ce qui sera nécessaire, et procéder à toutes les formalités en résultant ;

prend acte de ce que le Conseil d'administration rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, dans les conditions prévues par la loi et la réglementation, de l'utilisation faite de l'autorisation conférée en vertu de la présente résolution ;

décide que l'autorisation conférée au Conseil d'administration en vertu de la présente résolution est valable pour une durée de 36 mois à compter de la présente réunion de la classe des détenteurs de capital de la Société en classe de parties affectées.

Il est précisé qu'en cas de non-approbation du Plan de Redressement par la classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées, et d'application forcée interclasses à l'égard de la classe des détenteurs de capital de la Société conformément à l'article L. 626-32 du Code de commerce, le jugement d'adoption du Plan de Redressement du Tribunal de commerce de Lille Métropole vaudra approbation des modifications visées à la présente résolution sous les conditions prévues par le Plan de Redressement et emportera autorisation au Conseil d'administration pour procéder aux attributions gratuites d'actions conformément aux termes de la présente résolution.

6. Regroupement des actions de la Société par attribution de 1 action nouvelle de 1 euro de valeur nominale pour 10.000 actions anciennes de 0,0001 euro de valeur nominale — Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de réaliser l'opération de regroupement

6.1. Exposé des motifs

À l'issue de la réalisation des augmentations de capital prévues par le Plan de Redressement et de la Réduction de Capital, la valeur nominale des actions de la Société sera fixée à 0,0001 euro. Il est proposé de procéder à un regroupement des actions de la Société afin de rétablir une valeur nominale et un nombre d'actions plus conformes aux pratiques de marché, dans l'intérêt de l'ensemble des actionnaires.

Il est ainsi proposé à la classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées, de décider le regroupement des actions de la Société par attribution d'une (1) action nouvelle d'une valeur nominale de 1 euro pour dix mille (10.000) actions anciennes d'une valeur nominale de 0,0001 euro chacune (compte tenu de la Réduction de Capital), et de déléguer au Conseil d'administration tous pouvoirs aux fins de mettre en œuvre cette opération de regroupement, laquelle ne pourra intervenir qu'à l'issue de la réalisation de l'ensemble des augmentations de capital prévues par le Plan de Redressement.

6.2. Résolution proposée

La classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées aux fins d'approuver le Plan de Redressement conformément aux dispositions des articles L. 626-29 et suivants du Code de commerce, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires d'actionnaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur les projets de résolutions, sous réserve (i) de l'accomplissement des Conditions Suspensives applicables, le cas échéant, à la mise en œuvre de la présente résolution, ou le cas échéant, la renonciation (si cela est permis par le Plan de Redressement) à certaines d'entre elles et (ii) de la réalisation de l'ensemble des augmentations de capital prévues aux 2ème, 3ème et 4ème résolutions incluses dans le présent rapport :

décide, selon les modalités détaillées ci-dessous, que 10.000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,0001 euro chacune (compte tenu de la Réduction de Capital) (les « **Actions Anciennes** ») seront regroupées en 1 action nouvelle à émettre d'une valeur nominale de 1 euro (les « **Actions Nouvelles** »), étant précisé que ce ratio pourra être ajusté par le Conseil d'administration dans la limite fixée par la présente délégation, en fonction du nombre effectif d'actions en circulation à l'issue des opérations de capital ;

décide que la date de début des opérations de regroupement interviendra au plus tôt à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours débutant à la date de publication de l'avis de regroupement qui sera publié par la Société au Bulletin des annonces légales obligatoires ;

décide que la date de début des opérations de regroupement ne pourra être antérieure à la date de règlement-livraison de l'ensemble des actions ordinaires nouvelles émises dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS, de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion et de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie ;

décide que la période d'échange durant laquelle les actionnaires pourront procéder aux regroupements de leurs Actions Anciennes sera d'une durée de trente (30) jours commençant à courir à compter de la date de début des opérations de regroupement mentionnée ci-dessus ;

prend acte que, conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n° 48-1683 du 30 octobre 1948, les actionnaires qui se trouveraient propriétaires d'Actions Anciennes isolées ou en nombre inférieur à celui requis pour pouvoir procéder au regroupement auront l'obligation de procéder aux achats ou aux cessions d'Actions Anciennes nécessaires pour réaliser le regroupement dans un délai de trente (30) jours à compter du début de l'opération de regroupement ;

prend acte que les actionnaires ne disposant pas d'un nombre d'Actions Anciennes multiple de 10.000 ne recevront pas de fraction d'action nouvelle ; les fractions correspondantes seront vendues sur le marché dans les conditions prévues aux articles L. 225-149 et R. 228-12 du Code de commerce, le produit de cession étant réparti proportionnellement entre les titulaires de rompus ;

décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les règlements, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus, à l'effet, sans que cela soit limitatif, de :

(i) fixer la date de début des opérations de regroupement ;

(ii) publier tous avis et procéder à toutes formalités légales et règlementaires consécutives à cette décision ;

(iii) constater et arrêter le nombre exact des Actions Anciennes de 0,0001 euro de valeur nominale (compte tenu de la Réduction de Capital) susceptibles de résulter du regroupement, compte tenu de l'existence des titres donnant accès au capital de la Société ;

(iv) suspendre, le cas échéant, pour une durée n'excédant pas trois (3) mois, l'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital pour faciliter les opérations de regroupement ;

(v) constater la réalisation définitive du regroupement et modifier, consécutivement au regroupement d'actions objet de la présente résolution, l'article 6 (Capital social) des statuts de la Société ;

(vi) procéder à l'ajustement du nombre d'actions pouvant être émises dans le cadre de l'utilisation des délégations de pouvoirs conférées au Conseil d'administration par les précédentes assemblées générales ;

(vii) plus généralement, prendre toutes mesures nécessaires et appropriées à la mise en œuvre de la présente décision et procéder à l'accomplissement de toutes formalités.

décide que la délégation de pouvoirs conférée au Conseil d'administration au titre de la présente résolution est consentie pour une durée de douze (12) mois à compter de la présente réunion de la classe des détenteurs de capital de la Société en classe de parties affectées sous réserve de l'accomplissement des Conditions Suspensives applicables, le cas échéant, à la mise en œuvre de la présente résolution, ou le cas échéant, la renonciation (si cela est permis par le Plan de Redressement) à certaines d'entre elles.

Il est précisé qu'en cas de non-approbation du Plan de Redressement par la classe des détenteurs de capital de la Société, réunis en classe de parties affectées, et d'application forcée interclasses à l'égard de la classe des détenteurs de capital de la Société conformément à l'article L. 626-32 du Code de commerce, le jugement d'adoption du Plan de Redressement du Tribunal de commerce de Lille Métropole vaudra approbation des modifications visées à la présente résolution sous les conditions prévues par le Plan de Redressement et emportera délégation de compétence au Conseil d'administration pour réaliser l'opération de regroupement conformément aux termes de la présente résolution.

Annexe 1

Marche des affaires sociales

1. Evolution de l'activité

(i) Performance par métiers

en milliers d'euros	Cumul 12 mois			Contribution		
	mar. 2026	mar. 2025	mar. 2024	mar. 2026	mar. 2025	mar. 2024
Chiffre d'Affaires	**160 767**	**167 945**	**167 718**	**100 %**	**100 %**	**100 %**
dont : Accessoires	47 651	65 214	62 664	30 %	39 %	37 %
Jeux physiques	20 006	13 112	18 999	12 %	8 %	11 %
Jeux digitaux	87 527	83 983	81 971	54 %	50 %	49 %
Autres	5 583	5 635	4 084	3 %	3 %	2 %

La catégorie « Autres » comprend les ventes Mobile et Audio des filiales allemande, belge, italienne et Games.fr. Ces filiales distribuent auprès de leurs clients, en sus des produits NACON, les accessoires pour téléphone portable de Bigben Connected SAS (câbles, coques et écrans de protection, etc.) et les produits Audio de Bigben Interactive SA (enceintes Bluetooth, barres de son, etc.).

Au titre de son exercice 2025/26, NACON enregistre un chiffre d'affaires IFRS en baisse de 4,2 %. Le chiffre d'affaires annuel au titre de l'exercice 2025/26 s'établit à 160,8 M€ contre 167,9 M€ lors de l'exercice précédent :

L'activité Accessoires a réalisé un chiffre d'affaires de 47,7 M€, contre 65,2 M€ l'année précédente. Sur l'ensemble de l'exercice, les ventes affichent un repli plus marqué, principalement lié à l'impact de la hausse des droits de douane aux États-Unis.

L'activité Jeux vidéo est en hausse en raison d'une actualité éditoriale fournie avec la sortie de 13 jeux. Ainsi, le chiffre d'affaires Jeux s'élève à 107,5 M€ lors de l'exercice 2025/26, en hausse de 10,7 % par rapport à l'exercice 2024/25.

(ii) Performance par trimestre

Le Groupe n'a pas identifié d'événement significatif pouvant avoir une influence sur la saisonnalité de son activité. Si l'activité du Groupe peut être rythmée par le calendrier de sortie de certains jeux ainsi que par la période de fin d'année (principalement pour les Accessoires), le Groupe considère cependant que ces éléments ne sont pas susceptibles de créer un effet significatif de saisonnalité sur ses résultats. Par ailleurs, la part croissante dans le chiffre d'affaires consolidé des ventes digitales permet de lisser l'activité sur l'année.

en millions d'euros	mar. 2026	mar. 2025	mar. 2024
1er trimestre	31,3	32,3	35,5
2ème trimestre	46,8	44,8	32,3
3ème trimestre	46,1	52,8	58,9
4ème trimestre	36,6	38	41
TOTAL	**160,8**	**167,9**	**167,7**

2. Information sectorielle

NACON propose une large gamme de jeux vidéo et d'accessoires Gaming répondant aux besoins de son marché.

Dans le cadre de la réorganisation du Groupe et de la filialisation de l'activité Gaming au sein de la société NACON au cours de l'exercice 2019/20, les entités Bigben Interactive SA, Bigben Interactive Hong Kong Ltd et Bigben Interactive Espana ont fait l'objet d'un détourage et leurs activités Gaming ont été logées dans de nouvelles entités créées à cet effet. Les titres des autres filiales de Gaming ont été transférés à NACON.

Étant donné la nouvelle organisation très intégrée de l'activité « Gaming », un grand nombre de coûts relatifs aux « jeux vidéo » et « accessoires » sont mutualisés. Les clients « Jeux Vidéo » et « Accessoires » sont, la plupart du temps, communs. Le Groupe ne détermine par conséquent qu'un Résultat Opérationnel Groupe.

Les jeux développés par les studios acquis sont commercialisés par l'ensemble des entités du Groupe et participent par conséquent à la génération de cash-flows globaux de NACON.

La société NACON a ses propres fonctions commerciales, marketing et financières.

Les ventes de jeux sous forme digitale sont exclusivement facturées depuis la France.

Les filiales de distribution du Groupe basées à l'étranger sont chargées des ventes physiques de l'ensemble des produits « gaming ». La filiale basée à Hong Kong est chargée principalement du développement et de l'approvisionnement des accessoires auprès de partenaires fabricants.

Ainsi, chaque filiale du Groupe NACON a un rôle spécifique dans la chaine de valeur du Groupe.

Dans ce contexte, le Groupe NACON considère qu'il opère ses activités au sein d'un unique secteur d'activité opérationnel « Nacon Gaming » qui regroupe le développement, l'édition et la distribution de jeux vidéo ainsi que la conception et la distribution d'accessoires pour consoles de jeu vidéo et PC. Les jeux vidéo et les accessoires s'adressent au même marché et ont les mêmes caractéristiques économiques.

3. Evolution probable et activités de R&D

(i) Guidance - Exercice en cours et moyen terme

Pour l'activité Jeux, les mois à venir bénéficieront de la sortie de plusieurs jeux majeurs couvrant la majorité des spécialités de genres avec notamment :

- Racing : *MXGP™ 26, Endurance Motorsport™,*
- Action/Aventure : *Edge of Memories™*
- Simulation : *Hunting Simulator 3.*

Par ailleurs, le jeu *The Mound™,* sorti le 15 juillet, bénéficie d'un excellent démarrage.

Fort d'un volume de sorties soutenu sur l'exercice 2025-2026, le chiffre d'affaires Back Catalogue devrait s'inscrire en progression sur l'exercice.

Dans un contexte de marché américain mieux orienté, l'activité Accessoires pourrait retrouver durablement le chemin de la croissance, portée par les nouveaux casques RIG et la gamme de volants pour consoles.

(ii) Activités de R&D

Le Groupe considère que les conditions d'activation des frais de recherche et de développement sont remplies pour certains projets. Le Groupe comptabilise les frais de recherche et de développement en charges de l'exercice (pour les accessoires) ou en immobilisations (pour les jeux).

Les montants des projets de recherche et développement qui ont été activés s'élèvent sur l'exercice clos au 31 mars 2026 à 73,2 M€ et à 75,5 M€ sur l'exercice clos au 31 mars 2025.

Enfin, depuis l'acquisition de studios de développement, le Groupe, par le biais de ses studios français et étrangers, a en sus bénéficié de crédits d'impôt jeux vidéo.

Pour rappel, par un décret du 9 août 2017, le CIJV français a été porté à 30 % (contre 20 % précédemment) des dépenses de développement de l'entreprise avec un plafond porté à 6 M€ par an (contre 3 M€ précédemment).

Le Groupe bénéficie ainsi d'un crédit d'impôt jeux vidéo sur l'exercice clos au 31 mars 2026 de 10,9 M€.

4. Résultat opérationnel

Après un exercice 2024/25 marqué par une croissance stable par rapport au précédent, NACON affiche un chiffre d'affaires consolidé de 160,8 M€ au titre de l'exercice 2025/26, en recul sous l'effet de la baisse de l'activité Accessoires aux États-Unis, malgré la bonne performance de l'activité Jeux.

Le taux de marge brute demeure stable à 64,5 % au titre du dernier exercice contre 64,4 % lors de l'exercice précédent. En valeur, impactée par la baisse du chiffre d'affaires, la marge brute recule de 4,1 %, pour s'établir à 103,7 M€ contre 108,1 M€ un an plus tôt.

Au niveau des charges opérationnelles, dans le cadre de la procédure en cours, une évaluation de la valeur d'entreprise a été réalisée. Sur cette base, la Société a dû comptabiliser au 31 mars 2026 une dépréciation de l'ensemble de ses actifs immobilisés, y compris le goodwill, pour un montant total de 342,9 M€.

Dans ce contexte, le résultat opérationnel se détériore fortement, passant d'un bénéfice de 1,1 M€ au titre de l'exercice 2024/25 à une perte de 349,7 M€ en 2025/26.

Annexe 2

Incidence de l'émission des actions ordinaires nouvelles sur la situation des titulaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital

I. INCIDENCE THEORIQUE DE L'EMISSION DES ACTIONS NOUVELLES SUR LA QUOTE-PART DES CAPITAUX PROPRES

À titre indicatif, l'incidence théorique de l'émission des actions nouvelles issues des augmentations de capital visées dans le présent rapport, préalablement au MIP, sur la quote-part des capitaux propres de la Société par action (calculs effectués sur la base des capitaux propres de la Société tels qu'ils ressortent des comptes sociaux au 30 septembre 2026 et du nombre d'actions composant le capital social de la Société au 30 septembre 2026) est la suivante :

Quote-part des capitaux propres de la Société par action (en euros)	
Avant émission des actions nouvelles dans le cadre des augmentations de capital visées par le présent rapport	−0,796123 €
Après émission des actions nouvelles dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS	−0,001584 €
Après émission des actions nouvelles dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS et de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion	−0,000795 €
Après émission de l'ensemble des actions nouvelles dans le cadre des Augmentations de Capital n°1 à n°3	−0,000746 €

II. INCIDENCE THEORIQUE DE L'EMISSION DES ACTIONS NOUVELLES SUR LA SITUATION DES ACTIONNAIRES

À titre indicatif, l'incidence théorique de l'émission des actions nouvelles issues de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS, de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion et de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie, sur la quote-part du capital et des droits de vote de chaque catégorie de titulaires, serait la suivante et préalablement au regroupement d'actions :

Quote-part du capital (en %)	
Avant émission des Actions Nouvelles dans le cadre des Augmentations de Capital	1,00 %
Après émission des Actions Nouvelles dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS, en l'absence d'exercice de ses droits préférentiels de souscription au titre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS	0,0031 %
Après émission des Actions Nouvelles dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS, en cas d'exercice de ses droits préférentiels de souscription au titre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS	1,00 %

Après émission des Actions Nouvelles dans le cadre des Augmentations de Capital n°1 – DPS et n°2 – Conversion, en cas d'exercice de ses droits préférentiels de souscription au titre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS et en l'absence d'exercice de ses droits de priorité dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion	0,7668 %
Après émission des Actions Nouvelles dans le cadre des Augmentations de Capital n°1 – DPS, n°2 – Conversion et de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie, en cas d'exercice de ses droits préférentiels de souscription au titre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS et en l'absence d'exercice de ses droits de priorité dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion et de l'Augmentation de Capital n°3 – Commission de Garantie	0,7445 %

Annexe 3

Incidence théorique sur la valeur boursière de l'action de la Société

À titre indicatif, l'incidence théorique sur la valeur boursière actuelle de l'action de la Société, soit 0,058545 euro (moyenne des vingt séances de bourse précédant le 26 octobre 2026), de l'émission des actions nouvelles dans le cadre des augmentations de capital visées dans le présent rapport et préalablement au MIP, serait la suivante :

Valeur boursière de l'action avant émission des actions nouvelles dans le cadre des augmentations de capital visées dans le présent rapport	0,058545 €
Valeur boursière théorique de l'action après émission des actions nouvelles dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS	0,001080 €
Valeur boursière théorique de l'action après émission des actions nouvelles dans le cadre de l'Augmentation de Capital n°1 – DPS et de l'Augmentation de Capital n°2 – Conversion	0,001248 €
Valeur boursière théorique de l'action après émission de l'ensemble des actions nouvelles dans le cadre des Augmentations de Capital n°1 à n°3	0,001238 €

La valeur boursière théorique de l'action après l'émission des actions nouvelles dans le cadre de chacune des augmentations de capital visées par le présent rapport a été obtenue en prenant la capitalisation boursière avant l'opération, correspondant à la moyenne des cours de bourse de clôture des 20 séances de bourse précédant le 26 octobre 2026 (soit 0,058545 euros par action) multipliée par le nombre total d'actions avant l'opération (soit 111.156.083 actions composant le capital social de la Société au 30 septembre 2026), en lui ajoutant le montant de capitaux propres additionnels estimé résultant de chaque Augmentation de Capital de la Restructuration Financière et en divisant le tout par la somme du nombre d'actions existant au 30 septembre 2026 et du nombre total d'actions résultant de chacune des augmentations de capital visées par le présent rapport.